

REVUE DE PRESSE | Octobre 2017

Les monnaies complémentaires, un nouvel outil pour la transition écologique ?

Publié le 16/10/2017

Par *Actu-environnement*

<https://www.actu-environnement.com/ae/news/monnaies-complementaire-outils-transition-ecologique-thomas-binet-29855.php4>

Encore méconnues, les monnaies complémentaires pourraient constituer une alternative aux limites du circuit monétaire classique et une réponse aux défis de la transition écologique. Détails avec Thomas Binet de la Fabrique écologique.

Les monnaies complémentaires n'ont rien de nouveau, la coexistence de monnaies sur un territoire a même été la norme pendant bien longtemps. En France, depuis le début de la décennie, le développement de ces monnaies s'accélère, porté par des coups de projecteur de taille comme le film *Demain* de Cyril Dion, le développement du numérique ou encore des avancées réglementaires. Ainsi, la loi relative à l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) de 2014 offre aux monnaies complémentaires une reconnaissance légale : les monnaies émises par les entreprises de l'ESS sont désormais acceptées comme des titres de paiement.

Définies par le rapport Magnen-Fourel de 2015 comme "*des dispositifs d'échange locaux de biens, de services et de savoirs, organisés autour d'une monnaie spécifique permettant à la fois d'évaluer et de régler des échanges*", les monnaies complémentaires regroupent une grande diversité de dispositifs. Qu'ils soient territoriaux (ancrés à un espace de circulation défini) ou thématiques (émis dans un objectif précis), ces dispositifs sont gérés par des structures extérieures au circuit bancaire traditionnel et ont tous pour référence la monnaie officielle. Certaines se basent aussi sur des unités de temps, comme les Systèmes d'Échanges Locaux (SELS) où l'on peut échanger des heures de temps de services entre voisins. Plus d'une cinquantaine de monnaies complémentaires sont aujourd'hui en circulation en France et autant sont en construction. Une monnaie complémentaire régionale devrait même voir le jour en Normandie en 2018.

Pourquoi des monnaies complémentaires de l'euro ?

Les objectifs poursuivis par les monnaies complémentaires sont variés : redynamiser l'économie locale ou en favoriser la résilience en cas de crise, recréer du lien social, favoriser la consommation responsable ou encore conduire une réflexion citoyenne sur la monnaie. Dans tous les cas, les monnaies complémentaires remettent en cause le système monétaire actuel et promeuvent la monnaie comme outil d'échange plutôt que comme outil d'épargne.

Pour autant, récupération politique, assimilation à un protectionnisme, crainte du retour au franc, clientélismes ou encore fraudes à la TVA, les monnaies complémentaires sont vues par certains comme une menace pour notre société. Mais aujourd'hui, la première limite des monnaies complémentaires a plutôt trait à leur efficacité. Avec des tailles de circulation réduites et des boucles d'échanges non fermées, beaucoup de monnaies complémentaires peinent encore à atteindre leurs objectifs et à sécuriser leur

modèle économique, même si des bénéfices socio-économiques (augmentation de la consommation de produits durables, sensibilisation de la population au développement durable) ou environnementaux (réduction des émissions de GES) sont par ailleurs observables à l'échelle de certains projets.

Un potentiel à explorer pour soutenir la mise en œuvre de la transition écologique

Les monnaies complémentaires peuvent être mobilisées au service de la transition écologique via trois leviers d'actions : le financement, la mise en réseau des acteurs et l'orientation des comportements de consommation et production. Ces trois leviers peuvent être actionnés au sein des différentes thématiques de politiques publiques de la transition écologique : gouvernance alimentaire, préservation des biens communs, économie circulaire, énergie et climat, préservation des biens communs. Mais avant d'accompagner la transition, il est toutefois essentiel que ces monnaies atteignent une taille suffisante pour avoir un effet réel. Pour cela, il s'agit de libérer le potentiel de circulation des monnaies complémentaires en dépassant le cercle des convaincus et de la militance, en proposant un outil pratique et facile d'utilisation, en démontrant les effets par une évaluation rigoureuse. Plus que tout, ces outils doivent être de confiance pour les usagers, citoyens, entreprises et collectivités.

Des actions concrètes de recours à ces monnaies complémentaires environnementales (MCE) en tant qu'outil de politique publique peuvent ainsi être mises en évidence. Nous nous sommes attelés dans notre note à identifier des propositions concrètes pour mobiliser cet outil au service de la transition. Quelques-unes des propositions de cette note sont reprises ci-dessous.

Construire de nouvelles boucles d'échanges sur les territoires

Boucler les échanges en monnaies complémentaires est essentiel pour assurer leur bonne circulation. Les échanges inter-entreprises sont en cela intéressants, ils ont d'ailleurs fait le succès d'une des monnaies complémentaires les plus anciennes et connues, le WIR en Suisse. Ce dispositif qui s'appuie sur la compensation de crédit entre entreprises pourrait être développé en France. En outre, les pôles territoriaux de coopération économique (PTCE) gagneraient à mobiliser des monnaies complémentaires. Les MCE pourraient ainsi devenir de véritables outils de territoire au service de la création de réseaux d'économie circulaire ou de pôles d'écologie industrielle. En tant qu'unité d'échange et à l'aide de leurs réseaux d'acteurs, les MCE faciliteraient la mise en œuvre de synergies interentreprises.

Renforcer la crédibilité des monnaies complémentaires

Mener des opérations de communications, créer un collège d'experts ou dans tous les cas une structure certifiant le sérieux des monnaies complémentaires, mettre en œuvre des méthodologies d'évaluation des impacts environnementaux des monnaies sont autant d'actions permettant d'en démontrer la crédibilité. Les monnaies complémentaires pourront alors être intégrées dans la palette des outils du décideur pour une action environnementale efficace. Le manque de connaissances sur les monnaies complémentaires freine par exemple aujourd'hui l'engagement des collectivités et des pouvoirs publics.

Proposer une garantie publique sur le fonds de réserve des monnaies pour financer des projets territoriaux de transition

Pour chaque Eusko ou Abeille à Villeneuve-sur-Lot émis, l'équivalent en euro doit être placé dans un fond de réserve. C'est d'ailleurs ce qui distingue les gestionnaires de monnaies complémentaires des banques qui elles peuvent prendre plus de risques avec leurs fonds de réserve (elles ont obligation de mettre 10% en réserve en banque centrale seulement). Or il existe un flou sur l'usage de ce fonds, dont la valeur pourrait être garantie par les collectivités par exemple, pour soutenir des projets d'investissement en monnaies

complémentaires: projets de covoiturage de proximité, aides à la rénovation énergétique, création d'espaces de maraîchage urbain, etc.

Donner la possibilité aux collectivités de verser des subventions en monnaies complémentaires pour soutenir des activités de la transition non irriguées par le système financier classique

Afin d'augmenter le potentiel de circulation des monnaies complémentaires et de franchir une étape supplémentaire dans l'appropriation de ces dispositifs par la puissance publique, le versement de subventions publiques en monnaie complémentaire nous semble incontournable. Par exemple, des unités monétaires pourraient être versées à certains acteurs en fonction de services environnementaux rendus. Grâce aux co-bénéfices liés aux monnaies complémentaires, les subventions versées auraient un impact de plus grande ampleur et généreraient des retombées indirectes locales et environnementales plus importantes que dans le cadre d'une subvention en euro.

Les possibilités de mobilisation des monnaies complémentaires sont ainsi nombreuses, mais ces outils seront performants uniquement s'ils sont couplés à d'autres outils de la transition. A nous alors d'imaginer des boucles performantes, des modèles économiques viables pour ces systèmes et des partenariats efficaces afin de permettre aux monnaies complémentaires environnementales de contribuer pleinement à la transition écologique.

Avis d'expert proposé par Thomas Binet, président du groupe de travail "Les monnaies complémentaires au service de la transition écologique" à la Fabrique Écologique, directeur de Vertigo Lab

La Fabrique Ecologique détaille ses pistes de réflexion pour développer les monnaies complémentaires

Publié le 17 octobre 2017

Par AEF

Dépêche diffusée avec l'amiable autorisation de AEF

<http://www.aef.info/abonne/depeche/570442/search/>

La Fabrique écologique a rendu publique, mardi 17 octobre 2017, une note formulant trois grands axes de proposition pour développer les monnaies complémentaires. Cette note, écrite par un groupe de travail présidé par Thomas Binet, fondateur de Vertigo Lab, détaille les leviers d'actions existants pour intéresser les citoyens, les entreprises et les collectivités à cet outil mobilisable dans le cadre de la transition écologique.

Accroître la confiance des citoyens, construire de nouvelles boucles d'échange, inciter les collectivités locales à s'impliquer dans le développement des monnaies complémentaires telles sont les trois grandes pistes de réflexion détaillées dans une [note rédigée](#) par La Fabrique écologique et rendue publique le 17 octobre, en amont d'un [atelier co-écologique](#) organisé sur le sujet à 18h à la Recyclerie. Un outil qui se décline sous deux formes (monnaie locale et thématique) et qui constitue un levier essentiel "favorisant la transition écologique", selon Géraud Guibert, président de La Fabrique écologique.

"Nous sommes partis de ce dispositif des monnaies complémentaires, qui constitue un outil d'ancrage territorial et qui suscite du développement économique local, et nous nous sommes demandé si nous pouvons le mobiliser dans le cadre de la transition écologique", explique Thomas Binet, fondateur de Vertigo Lab et président du groupe de travail à l'origine de la note. "Ces monnaies restent au sein d'un petit milieu de convaincus. Il s'agit de dépasser ce cadre militant pour chercher de nouveaux acteurs et rendre les outils plus pratiques", poursuit-il.

DONNER CONFIANCE AUX DIFFÉRENTS ACTEURS

Il est nécessaire, dans un premier temps, "d'accroître la confiance" dans les monnaies locales, via la construction d'une "méthodologie d'évaluation des impacts environnementaux des monnaies". Les auteurs préconisent ainsi la mise en place "d'indicateurs de suivi" de ces impacts.

Les indicateurs doivent se mettre au service des porteurs de projet, afin que ces derniers puissent mieux "définir leurs exigences environnementales". Mais ils s'adressent aussi aux pouvoirs publics et collectivités locales. L'absence de données sur l'impact environnemental de ces monnaies constitue en effet, selon les auteurs de la note, un véritable frein à leur engagement.

C'est dans cet objectif que le rapport propose de créer un collège d'experts. Cette structure devrait agir "comme un label ou une certification pour les acteurs institutionnels, publics et privés". Elle aurait également à charge "de mettre en commun des outils et des bonnes pratiques pour les porteurs de projets". "On a peu de preuves aujourd'hui de l'impact environnemental de ces monnaies. On ne sait pas les mesurer, d'où l'importance d'un outil d'évaluation de ces monnaies, pour montrer qu'elles ont un sens d'un point de vue environnemental et socio-économique", explique Thomas Binet.

DÉVELOPPER LES BOUCLES D'ÉCHANGES

Deuxième point formulé par le rapport : "Réussir à construire des boucles d'échange efficaces sur le territoire."

La mise en place de banques de compensation, qui assurerait la conversion entre monnaies complémentaires et monnaie conventionnelle, constitue l'un des leviers d'action pour développer ces boucles. Cet outil serait au service d'un "réseau d'entreprises" qui utiliserait cette monnaie complémentaire et dont la participation pourrait être conditionnée "à la réalisation d'actions durables".

L'utilisation de ces monnaies par les entreprises permettrait à ces dernières d'être "moins dépendantes des fluctuations extérieures", et également "de développer leur activité à l'échelle d'un territoire".

"Il ne faut pas tomber dans les aspects autarciques et protectionnistes, mais ça peut être un outil de réappropriation des ressources locales [...] La question étant de savoir comment boucler ces boucles, la première chose à faire est d'impliquer les entreprises", précise Thomas Binet.

Les auteurs insistent par ailleurs sur le rôle détenu par les PTCE (Pôles territoriaux de coopérations d'économie). Ces regroupements d'acteurs locaux assurent, la plupart du temps, des projets en lien avec la transition écologique et énergétique. Ils sont donc encouragés par le rapport à "identifier les monnaies circulant sur le territoire" et à "étudier les articulations possibles" entre leurs projets et l'utilisation des monnaies complémentaires, ou encore à "évaluer la mise en œuvre d'une monnaie s'il n'en existe aucune".

LE RÔLE-CLÉ DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES

"Une garantie publique sur le fonds de réserve des monnaies " est envisagée par les auteurs du rapport, afin de permettre aux collectivités locales de s'engager dans le développement de monnaies complémentaires .

"Tous les gestionnaires d'une monnaie complémentaire doivent avoir l'équivalent en euros, sur un compte, s'ils veulent faire distribuer leur monnaie. C'est une obligation, car ce n'est pas une banque, qui peut, elle, prêter sans avoir de fonds de réserve. On s'est dit que les collectivités publiques auraient tout intérêt à garantir ce fonds de réserve. On peut utiliser ces montants-là, par exemple, pour financer des micro-crédits, ou des initiatives citoyennes en matière de transition écologique", explicite Thomas Binet.

La "généralisation du paiement des services publics en monnaie complémentaire", comme les transports, est également préconisée. La collectivité pourrait ensuite, avec cette monnaie complémentaire, reverser des subventions ou aides sociales. "Un jeu d'écriture intéressant pour réussir à fermer les boucles d'échange", selon Thomas Binet.

Ces subventions par les collectivités prendraient alors deux formes : le "versement direct aux acteurs soutenus par la collectivité publique en monnaie complémentaire", ou alors l'"abondement en euros des fonds de réserve des monnaies " .

Enfin, la fiscalité constitue, aux yeux des auteurs, "des outils efficaces de bouclage de circuits économiques", toujours dans le cadre de mise en mouvement des collectivités. Les paiements d'impôts locaux pourraient, selon le rapport, être versés en monnaie complémentaire. Dans un second temps, les collectivités, en possession de ces monnaies pourraient les reverser "sous forme de salaire, de paiements de services rendus voire de prestations sociales".

Les acteurs privés sont également encouragés à participer à ces dispositifs par le biais du mécénat ou de l'investissement d'impact.

ABSENCE DE DÉBATS PUBLICS AUTOUR DE CES MONNAIES

"Il y a deux types de fantasmes qui expliquent que les monnaies complémentaires soient absentes du débat public : l'idée que les monnaies produisent des circuits fermés, qui créent une contre-société. C'est vrai qu'un de ses avantages, c'est la mobilisation citoyenne, (...) mais la logique même est une logique de convertibilité, donc une logique ouverte", analyse Gérard Guibert, président de la Fabrique écologique et par ailleurs conseiller maître à la Cour des comptes.

"Le deuxième fantasme est l'idée qu'il faut une unicité de la monnaie, selon les théories économiques, en termes de politique économique gérée par la banque centrale. La monnaie complémentaire est en réalité une monnaie dans laquelle il n'y a pas de création monétaire, donc ce fantasme selon lequel les monnaies complémentaires vont nuire à la monnaie officielle est complètement faux."

Les monnaies complémentaires au service de la transition écologique

Publié le 18 octobre 2017

Par *connaissancedesenergies*

<https://www.connaissancedesenergies.org/les-monnaies-complementaires-au-service-de-la-transition-ecologique-171018>

Les monnaies complémentaires désignent « des dispositifs d'échange locaux de biens, de services et de savoirs, organisés autour d'une monnaie spécifique permettant à la fois d'évaluer et de régler des échanges »⁽¹⁾. La plupart d'entre elles visent à dynamiser l'économie locale et les circuits courts et sont à ce titre qualifiées de monnaies « locales » (comme le Stück à Strasbourg). Mais il existe également des monnaies « thématiques » liées à un objectif, par exemple stimuler la production électrique d'origine renouvelable (Solar Coins pour le solaire), qui ne sont pas nécessairement cantonnées à un territoire géographique.

Dans cette note, la Fabrique Écologique⁽²⁾ s'intéresse en particulier aux monnaies complémentaires à vocation écologique (MCE) qui ont pour ambition de contribuer à la transition énergétique. Les différentes caractéristiques de ces monnaies sont présentées ainsi que les freins à leur développement et les moyens de les favoriser comme des outils complémentaires des politiques publiques.

Avec la loi relative à l'économie sociale et solidaire (ESS) adoptée à l'été 2014, les monnaies complémentaires disposent aujourd'hui d'une reconnaissance légale. Il reste toutefois entre autres à renforcer la confiance dans ces outils pour que ceux-ci soient adoptés par un nombre important d'acteurs prêts à changer leurs comportements autour d'un objectif environnemental : énergies renouvelables, mobilité douce, recyclage et gestion des déchets, etc. Les monnaies complémentaires sont susceptibles de rencontrer une bonne acceptabilité sociale, en l'absence de la dimension coercitive des outils traditionnels des politiques publiques (taxes, normes, etc.).

La Fabrique Écologique émet dans cette note 3 grandes recommandations à l'attention des acteurs institutionnels (publics ou privés) :

- accroître la confiance dans les MCE par la mise en place de méthodologies pour évaluer leurs impacts environnementaux (qui ne sont pas clairement mesurés à ce jour) et d'une structure garantissant la crédibilité des porteurs de projet de MCE (label ou certification) ;
- construire de nouvelles « boucles d'échanges » sur le territoire en intégrant notamment les PME et les collectivités locales dans les MCE pour éviter les « trous » pour les acteurs en bout de chaîne (commerçants payés en MCE sans débouchés) ;
- inciter les collectivités à contribuer au développement des MCE, par exemple en garantissant les fonds de réserve des monnaies, en versant des subventions avec celles-ci ou en autorisant leur usage pour payer des services publics ou des impôts locaux.

A titre d'exemple, la loi de transition énergétique⁽²⁾ fixe entre autres pour objectif de réduire la consommation énergétique finale de la France de moitié d'ici à 2050 (par rapport à 2012). Dans cette optique, la Fabrique Écologique indique que des actions de citoyens réduisant leur consommation pourraient être récompensées en monnaie complémentaire.

Les monnaies complémentaires, un levier de transition écologique...à condition de changer d'échelle

Publié le 25 octobre 2017

Par *Novethic*

<http://www.novethic.fr/empreinte-sociale/economie-sociale-et-solidaire/isr-rse/les-monnaies-complementaires-pourraient-etre-un-levier-de-transition-ecologique-144938.html>

Elles s'appellent l'Eusko, SoNantes, MyTroc ou encore Solar Coins. Les monnaies complémentaires, qui visent souvent à redynamiser l'économie locale, se multiplient en France mais peinent encore à toucher un public plus large qu'un cercle de militants. Pourtant, elles pourraient être un vrai levier de la transition écologique, estime un rapport de la Fabrique Écologique.

Les monnaies complémentaires sont encore peu connues du grand public. Pourtant, il en fleurit chaque année une dizaine en France. *"Leur rôle n'est pas de remplacer l'euro, comme le Bitcoin par exemple, mais de servir un objectif bien particulier de citoyenneté et de partage"*, explique Thomas Binet, directeur de Vertigolab et coauteur d'une note de la Fabrique Écologique sur le sujet. *"Elles peuvent être un levier de la transition écologique"*, estime-t-il.

Car nombreuses sont celles qui poursuivent des objectifs environnementaux. Les monnaies locales par exemple, promeuvent le commerce de proximité. C'est notamment le cas du Stück à Strasbourg, qui n'accepte dans son cercle d'entreprises que celles socialement ou écologiquement responsables. Les monnaies thématiques sont également orientées vers des enjeux écologiques, comme le Y'aca à Ayen (Corrèze) qui développe un réseau de covoiturage entre particuliers.

Ces monnaies peuvent ainsi, en partie, financer la transition écologique et énergétique. *"Le circuit conventionnel ne soutient pas les activités peu rentables sur le court terme et manque de rapidité, de souplesse et de proximité avec le terrain et ses acteurs"*, indique le rapport, *"des caractéristiques que présentent les monnaies complémentaires"*.

"Je ne sais plus comment utiliser mes SoNantes"

Mais elles peinent encore à être performantes. Elles ne sont utilisées, pour l'instant, que par des militants. Et même dans ce cercle, les critiques existent. *"Sincèrement, je ne sais plus comment utiliser mes SoNantes"*, explique le dirigeant d'un bar nantais qui utilise la monnaie locale, *"même si je paye la boulangerie avec, que voulez-vous qu'elle en fasse ? Sa farine ne vient pas d'ici, nous ne sommes pas dans une grande région céréalière"*, explique-t-il.

"SoNantes n'a pas changé mes pratiques d'achat puisque j'avais déjà recours à fournisseurs locaux que je paie en euro", tranche l'entrepreneur. Et c'est bien le problème. Qu'apportent vraiment les monnaies locales ? *"Il faudrait un truc en plus pour qu'on y gagne quelque chose"*, avoue Thomas Binet.

Certifier les monnaies pour accroître la confiance

En attendant, ces monnaies sont un moyen de sensibilisation et d'orientation des comportements de consommation et de production. *"Elles présentent des atouts par rapport aux outils de politiques publiques classiques"*, défend le directeur de Vertigolab.

Encore faut-il que les habitants croient en leur stabilité. Un an seulement après leur lancement, beaucoup de ces monnaies tombent à l'eau. Pour remédier à ce problème l'idée serait de les évaluer. *"Une structure*

extérieure pouvant garantir la crédibilité des porteurs de projet de monnaies complémentaires serait nécessaire pour établir la confiance en cet outil”, propose la note de la Fabrique écologique.

“Les collectivités doivent montrer l'exemple”

“Les collectivités devraient montrer l'exemple”, souligne également Thomas Binet et d'avancer l'exemple de Curitiba. Cette monnaie locale est utilisée au Brésil par la municipalité qui paye les habitants des favelas via un jeton de bus dès qu'ils trient correctement leurs déchets. Une mesure qui a permis de récolter 11 millions de tonnes d'ordures ménagères.

Les monnaies complémentaires ont cet avantage qu'elles ne sont pas forcément représentées par des pièces ou des billets. Elles peuvent être, comme ici, des tickets de transport, mais aussi complètement immatériel comme un don ou une récompense. *“Ces monnaies ont un potentiel énorme d'économie circulaire car elles sont fondantes. C'est-à-dire qu'elles perdent de la valeur si on ne les fait pas tourner”*, résume Thomas Binet.

Les monnaies complémentaires, un instrument de la transition écologique

Publié 1^{er} novembre 2017

Par [Consoglobe](#)

<https://www.consoglobe.com/monnaies-complementaires-transition-ecologique-cg>

Acheter son pain avec des Stück, payer son covoiturage en Y'ACA ou encore troquer sa garde-robe contre des noisettes : les alternatives à l'euro fleurissent depuis le début de la décennie. La Fabrique Ecologique analyse le développement des monnaies complémentaires en France, portées par la montée de nouvelles habitudes de consommation et de production, ainsi que par l'essor du numérique.

Avec plus d'une cinquantaine de monnaies complémentaires en circulation aujourd'hui en France et le projet d'une monnaie régionale en Normandie en 2018, ces dispositifs ont le vent en poupe. Ils bénéficient, depuis juillet 2014, d'une reconnaissance légale via la loi relative à l'Économie Sociale et Solidaire.

Comment définir les monnaies complémentaires ? Selon le rapport Magnen-Fourel de 2015 ce sont, à la différence des SEL, « *des dispositifs d'échange locaux de biens, de services et de savoirs, organisés autour d'une monnaie spécifique permettant à la fois d'évaluer et de régler des échanges* ». Qu'elles soient territoriales (monnaies ancrées à un espace particulier de circulation) ou thématiques (monnaies dont l'émission et la circulation sont rattachées à un objectif), ces monnaies gérées par des structures extérieures au circuit bancaire traditionnel poursuivent une grande diversité de buts : redynamiser l'économie locale, recréer du lien social, favoriser la consommation responsable ou encore réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Quelques exemples de monnaies complémentaires

Première monnaie locale de France (3.000 adhérents particuliers, 500 commerces et entreprises, plus de 150 associations), l'Eusko est la monnaie du Pays Basque. Le réseau de prestataires partage des valeurs communes telles que le soutien au développement local, la promotion de la culture basque, un engagement en faveur de pratiques plus écologiques, etc.

Lire aussi : [Monnaie locale - Mélodie en sous Sol-Violette](#)

EcoSyst'M est de son côté un système de covoiturage de proximité adossé à une monnaie complémentaire en développement dans plusieurs intercommunalités françaises : pour des trajets de courte à moyenne distance le covoituré rétribue le covoitureur avec des fichets kilométriques. Ces fichets peuvent être échangés en monnaie locale acceptée dans divers commerces de proximité. Cet exemple montre comment une monnaie complémentaire peut répondre à un enjeu lié à la transition écologique : la mobilité durable dans les territoires ruraux.

Les monnaies complémentaires au service de la transition écologique

Ces deux exemples montrent le potentiel des monnaies complémentaires pour accélérer la transition écologique, bien que les impacts environnementaux soient encore difficilement mesurables.

La note de *La Fabrique Ecologique* issues des travaux du groupe de travail présidé par Thomas Binet, Président de Vertigo Lab propose trois actions pour développer ces monnaies et multiplier leurs effets :

- Accroître la confiance dans les monnaies complémentaires environnementales en développant des méthodologies d'évaluation des impacts environnementaux afin de renforcer leur crédibilité et de convaincre de leur intérêt ; et mettre en place un collège d'experts agissant comme un label pour aider les acteurs institutionnels à s'engager dans ces projets.
- Construire de nouvelles boucles d'échanges sur les territoires, intégrant une grande diversité d'acteurs et de prestataires, dont les PME, en couplant notamment monnaies complémentaires environnementales et pôles territoriaux de coopération économique. La construction de ces boucles d'échanges passera également par la levée de certains verrous pesant sur les monnaies complémentaires.
- Inciter les collectivités locales à contribuer au développement des monnaies complémentaires environnementales (MCE) par la mobilisation de différents leviers : en fournissant une garantie sur les fonds de réserve, en généralisant le paiement des services publics en MCE, en versant des subventions et des aides sociales en MCE et en autorisant le paiement d'impôts locaux en MCE.

En mobilisant l'ensemble des acteurs publics et privés, les monnaies complémentaires environnementales peuvent, couplées aux outils de politiques publiques existants, devenir un véritable accélérateur de la transition écologique.